

Lutte de classe

Bilan et perspectives (1)

Les gesticulations des dirigeants du vieux monde depuis deux semaines ont toutes abouti au même constat : il faut hypothéquer l'avenir pour assurer la survie du système capitaliste. Concrètement cela se traduit par des mesures en faveur de l'endettement général des institutions financières et des banques en premier lieu, ensuite les entreprises, et pour finir la population jusqu'au plus pauvres si possible.

Cet endettement devra être couvert par les profits à venir provenant de l'exploitation capitaliste, autrement dit, il sera supporté exclusivement par les producteurs eux-mêmes, le prolétariat.

Ainsi, après que 25.000 milliards de dollars se sont volatilisés des bourses du monde entier en 10 mois, ils démontrent que le capitalisme n'a pas d'autre alternative à proposer que de détruire régulièrement toujours davantage de richesses, de forces productives tout en préparant la prochaine crise qui sera encore plus gigantesque que la précédente.

Il démontre aussi qu'il ne peut assurer sa survie qu'au prix de la paupérisation croissante d'une part toujours plus grande de la société à l'échelle mondiale, pendant qu'une infime minorité d'exploiteurs continuent de s'enrichir dans des proportions inouïes.

Après avoir tiré jusqu'au point de rupture sur la corde de l'endettement immobilier d'une partie de la population, ils veulent encourager une autre forme de crédits basée sur les prêts hypothécaires, ce qui d'une certaine manière revient à remettre en cause ou en jeu le capital acquis par les propriétaires de leur habitation, en leur faisant prendre le risque de le perdre au cas où ils ne pourraient plus régler à échéance cette nouvelle dette.

Ils ont poussé tellement loin l'endettement de la population aux Etats-Unis, qu'elle est dorénavant obligée de recourir sans cesse à de nouveaux crédits pour tenter de maintenir son niveau de vie qui repose sur l'hypothèque de ses revenus futurs.

Tous les mécanismes qu'ont inventé les capitalistes depuis 60 ans pour assurer le développement de leur système économique ont eu pour conséquence de mieux enchaîner le prolétariat à leurs intérêts, en lui faisant croire que l'amélioration de son sort était la preuve que le capitalisme était encore synonyme de progrès social et que rien dans le futur ne viendrait contredire cette tendance, et au-delà, si les conditions de vie n'étaient pas aussi merveilleuses qu'on aurait pu l'espérer, elles étaient toujours meilleures que celles de certains peuples.

La crise rampante qui mine le capitalisme et qui finit par éclater serait une fatalité ou le produit d'erreurs humaines, mais non le produit de ses contradictions et la preuve qu'il porte en lui la guerre et la misère. C'est ce que tous les dirigeants de ce monde expliquent à la population qui devrait en prendre son partie à défaut d'alternative au capitalisme.

Nous allons suivre de très près de quelle manière ils vont s'en sortir.

Car il ne faut pas se raconter d'histoires, nous savons que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même et qu'il préférera à la limite plonger le monde dans le chaos et la guerre plutôt que de céder la main au prolétariat, donc ce n'est pas le moment de l'oublier pour sombrer dans le gauchisme ou se faire des illusions. Il faut rester lucide et ne pas s'emballer dans un sens ou dans l'autre.

Le contraire serait tout aussi opportuniste, car croire parce qu'il s'en sortirait encore une fois qu'il serait devenu éternel, serait commettre une terrible méprise, leur incapacité à trouver un seul ingrédient nouveau pour surmonter cette crise montre à quel point ils sont totalement impuissants à éviter de préparer les conditions de la crise suivante, mieux, en s'attaquant aux droits et acquis sociaux de tous les peuples, ils font la démonstration qu'ils n'ont pas d'autre choix possible que de prendre le risque de provoquer un gigantesque embrasement social à l'échelle mondiale.

Il est peut-être encore trop tôt pour tirer le bilan de cette crise qui est loin d'être terminée puisqu'ils disent tous qu'elle pourrait durer encore un an, les plus pessimistes prévoient que ses conséquences pourraient s'étaler sur une période de 10 ans, le cycle des grandes crises qui ont secoué le capitalisme depuis le milieu du XIXe siècle.

Il faut être extrêmement prudent dans nos analyses car bien des facteurs nous échappent encore, sans parler des informations contradictoires ou erronées qui circulent. Bien qu'on ait réussi à faire le tour de la situation, faut-il encore maintenant être capable de déterminer dans quelle direction la situation mondiale va évoluer, c'est évidemment l'exercice le plus difficile si on ne veut pas se contenter de généralités.

Ils peuvent avoir imaginé solder cette crise en consolidant le développement du capitalisme dans des pays comme la Chine et l'Inde qui comptent à eux deux 40% de la population mondiale, et en engageant l'Afrique sur la voie du développement. Ce développement serait développé de la même manière qu'ils ont développé les économies asiatiques, par le biais du crédit donc de l'endettement puisqu'ils n'ont pas d'autres moyens à leur disposition. Comment vont-ils procéder ?

Des institutions financières internationales, par exemple le FMI et la Banque mondiale vont participer au développement économique de l'Afrique, en commençant par exemple par les pays les plus peuplés qui regorgent de main d'oeuvre inexploitée et qui sont riches en matières premières. En Chine et en Inde, ils peuvent favoriser l'élévation du niveau de vie de la gigantesque masse de paysans qui représente encore 65% de la population active, ce qui favorisera le développement de la consommation donc alimentera directement la production à la hausse.

Ainsi on assisterait à un nouveau développement du capitalisme, mais en apparence seulement, car il sera financé à crédit, pire, à partir de dettes accumulées antérieurement par le capitalisme pris à l'échelle mondiale. Et au-delà, sur ce développement tout aussi artificiel que les précédents au cours du XXe siècle, viendra se greffer l'endettement d'une masse encore plus considérable de la population si la majorité de la population chinoise et indienne accède au marché, préparant ainsi les conditions d'un krach à l'échelle mondiale d'une ampleur phénoménale.

Entre temps, ils vont se retrouver confronter à d'autres problèmes que j'ai déjà évoqués à plusieurs reprises ailleurs, par exemple le développement de la demande va entraîner la hausse des prix qui provoquera des revendications salariales, les travailleurs des villes ou de l'industrie ont des revenus nettement supérieures à ceux des campagnes, la transformation de paysans en ouvriers va s'accompagner automatiquement d'une hausse des revenus pour ces populations, il ne peut pas en être autrement pour que la consommation augmente et que les marchandises produites trouvent preneurs, pour qu'elles aient accès au crédit, c'est d'ailleurs l'objet de cette manoeuvre, l'ensemble va à son tour entraîner une hausse des prix des matières premières, mais pour absorber la hausse de ses coûts de production, le capitaliste n'aura pas d'autre solution que de rogner sur son profit, d'autant plus que ce nouveau développement va encore accroître la concurrence entre capitalistes et pousser les prix vers le bas...

Sur le plan politique, le gouvernement indien vient d'augmenter les salaires de certaines catégories de fonctionnaires notamment ceux du personnel enseignant, d'après ce que m'a dit un jeune Indien de mon village, selon lui, ils auraient plus que doublé, je n'ai pas eu le temps de vérifier cette information. Les fonctionnaires faisaient office jusqu'à présent de privilégiés : deux jours de repos par semaine, une retraite et la garantie de l'emploi, ajoutez à cela des salaires très supérieurs à la moyenne dès qu'on a une qualification, trois fois le salaire minimum pour un électricien par exemple. D'une certaine manière, ils constituaient une frange importante des classes moyennes et avaient l'énorme avantage de pouvoir recourir facilement au crédit auquel les autres couches du prolétariat ne pouvaient accéder. Cette augmentation de salaire va permettre de financer l'achat d'une voiture ou d'un terrain, la construction d'une maison, à crédit évidemment. Le seul problème, c'est le prix exorbitant des terrains qui est plutôt dissuasif, même si les Indiens se contentent d'une superficie égale à celle de leur maison et qu'ils considèrent superflu l'espace réservé à un jardin qu'il faut ensuite entretenir.

La division du prolétariat en plusieurs couches distinctes avec des différences de revenus importantes demeure le meilleur moyen de garantir la paix sociale en dehors de toute conscience de classe.

On retrouve une situation assez semblable dans la plupart des pays : une masse importante d'ouvriers et d'employés pauvres, précarisée, taillables et corvéables à merci, une aristocratie ouvrière principalement dans les grandes entreprises ou les dizaines de milliers de PME des secteurs d'activité à haute valeur ajoutée, 10 à 25% de fonctionnaires dont une partie vit juste au dessus du seuil de pauvreté, alors que la majorité rejoint les conditions de l'aristocratie ouvrière du secteur privé, et enfin les ouvriers du secteur agricole qui appartiennent à la première catégorie. En favorisant financièrement tel ou tel secteur d'activité, le gouvernement entretient cette division et en tire partie sur le plan politique.

Dans ces conditions, on peut dire que l'unité de la classe ouvrière est un mythe, elle reste à conquérir. L'individualisme supposé des ouvriers est entretenu par cette division, d'autant plus que le combat pour l'amélioration du sort de chaque catégorie de prolétaires n'est pas centralisé politiquement, il n'est pas orienté vers un objectif politique, pire, puisque au-delà des revendications particulières aucun parti ne l'aide à prendre conscience que ce sont les institutions politiques existantes qui constituent le véritable obstacle à tout changement réel de politique.

Les ouvriers ne sont pas à blâmer, seuls les dirigeants du mouvement ouvrier sont responsables de la situation actuelle.

Quand on constate que tous les partis sans exception ont réclamé une baisse des taux d'intérêts de la BCE et que c'est justement par ce biais que les capitalistes comptent s'en sortir, on se dit que le mouvement ouvrier a vraiment touché le fond. Aux Etats-Unis et au Japon, les taux d'intérêts vont se retrouver à zéro ou proche de zéro, voilà qui va les satisfaire, une question, vous pensez réellement que cela va changer fondamentalement quelque chose à la situation des dizaines de millions de pauvres aux Etats-Unis ? Bien sûr que non, cela va favoriser les patrons et la petite bourgeoisie, les classes moyennes qui sont solvables, pas les ouvriers qui sont déjà endettés jusqu'au cou où à qui les banques refuseront de consentir des prêts sans garanties suffisantes. Alors vous vous interrogez spontanément sur la nature sociale de ces partis. Pour qui roulent-ils en fait ? Qui soutiennent-ils la classe ouvrière ou le capitalisme ? Je vous laisse le soin de répondre à cette question.

La crise actuelle du capitalisme a montré qu'ils étaient incapables d'éviter de nouvelles crises, je pense que c'est la leçon essentielle qu'il faut retenir pour le moment. Puisque nous sommes réduits à l'impuissance pour affronter celle-ci, il faut se préparer à la prochaine en espérant que nous aurons fait des progrès dans l'organisation de la classe, c'est-à-dire, dans la construction du parti.

La preuve est faite que c'est au niveau politique que cette crise va se régler, même si les dirigeants de ce monde sont au service de l'aristocratie financière et du capitalisme industriel. Voilà un fait qui démontre la preuve à l'appui l'importance des partis politiques. Donc la question du parti est facile à poser, reste à définir quel type de parti nous avons absolument besoin (pour vaincre) et pour quoi faire.

Un parti qui intègre les enseignements et les traditions révolutionnaires de la lutte de classe du prolétariat international au cours du XXe siècle, qui s'inscrit dans le prolongement du point le plus élevé atteint par le prolétariat pour conquérir le pouvoir (la révolution russe de 1917 et le parti bolchevik), qui s'inspire de l'interprétation du développement du capitalisme et de la lutte des classes réalisée par les maîtres du matérialisme dialectique et historique entre le milieu du XIXe et du XXe siècle, qui prenne en compte les transformations qui se sont produites au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler au sein de la société à l'échelle mondiale, afin de former une armée de combattants conscients de la nécessité d'abolir le capitalisme au moyen de la révolution prolétarienne et socialiste, poursuivant un seul objectif : la prise du pouvoir par le prolétariat.

Nous savons que le prolétariat ne pourra s'emparer du pouvoir qu'à condition de bénéficier d'une situation particulièrement favorable, une crise ouverte ou une guerre. En dehors de ces situations exceptionnelles, il sera quasiment impossible de parvenir au pouvoir pour la classe ouvrière. Cela ne doit pas signifier pour autant qu'il ne faille plus poser la question du pouvoir politique, ce n'est pas parce que l'on est dans l'impossibilité de mettre en pratique aujourd'hui la réponse à cette question qu'elle ne se trouve pas posée quotidiennement par la lutte des classes, au contraire, les institutions politiques constituent une entrave permanente à la résolution des problèmes auxquels est confronté la classe ouvrière, ne pas la poser revient à capituler et à soutenir le régime en place.

Il faut se saisir de chaque revendication et les relier à cet objectif politique afin d'élever la conscience des masses à la hauteur des tâches qu'elles ont à accomplir. Dit autrement, entre chaque revendication et l'expropriation des capitalistes se dresse un obstacle sur notre chemin, les institutions de la Ve République, il faut donc commencer par les abattre, ensuite on peut engager la socialisation des moyens de production au niveau de l'Etat ouvrier afin de pouvoir satisfaire nos revendications sociales immédiates.

Conformément aux enseignements du marxisme, le combat pour l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière ou la défense de nos acquis ne doit être qu'un moment du combat pour abattre le régime en place et lui être subordonné, et il ne doit constituer en aucun cas un moyen pour mieux supporter le capitalisme.

Tant que nous ne sommes pas en mesure d'influer sur la situation politique, la question du pouvoir se matérialise à travers la réalisation consciente du seul objectif à notre portée, le seul dont nous soyons comptables : la construction du parti.

De la même manière, tant que nous ne sommes pas en mesure d'orienter ou de prendre la direction d'un front unique des partis ouvriers, il serait opportuniste de mettre cette tactique en avant, sauf en cas de situation exceptionnelle, menace de coup d'Etat, de dictature ou de guerre impérialiste.

Si notre combat doit se concentrer contre le gouvernement et les institutions, celui contre les partis dégénérés du mouvement ouvrier et leur politique de collaboration de classes doit être mené de front avec la même rigueur. Quant aux appareils traîtres des syndicats, il faut leur mener une guerre de classe implacable sans répit ni compromis, tout en aidant les travailleurs à se donner les moyens de briser l'obstacle qu'ils constituent au rassemblement de leurs forces.

Favoriser l'auto-organisation des masses intégrant les syndicats lorsque la situation le permet, demeure le meilleur moyen de combattre à la fois les appareils et le capitalisme en renouant avec le syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle. Cette expérience leur montrera la voie à suivre en préfigurant les organismes de pouvoir qu'elles devront créer au cours de la révolution.

La classe ouvrière doit impérativement commencer par s'emparer du pouvoir politique, liquider les vieilles institutions, la Constitution, détruire de fond en comble l'Etat bourgeois, et c'est seulement lorsqu'elle sera devenue la classe dominante (dictature du prolétariat) qu'elle pourra s'attaquer au fondement du système économique capitaliste, une fois qu'elle se sera donné les moyens politiques de réprimer les capitalistes et de les réduire au silence.

Son pouvoir politique reposera sur deux axes, le ou les partis révolutionnaires qui formeront le premier gouvernement ouvrier révolutionnaire, et les organismes qu'elle aura construits au cours du processus révolutionnaire et qui constitueront les piliers du nouvel Etat ouvrier.

Cela pourra paraître frustrant ou ingrat de devoir se contenter comme résultat de notre combat politique de construire le parti pas à pas, militant par militant, sachant qu'on n'en recrute pas un tous les jours, mais il n'existe à l'heure actuelle ni recette miracle ni raccourci pour atteindre cet objectif.

A défaut de construire un parti dans la perspective que j'ai tracée en prêtant une attention particulière au niveau de conscience politique de chaque militant et sa progression constante, on a construit des partis passoires sur des bases erronées et dogmatiques, des formules ou des citations apprises par cœur faisant office de conscience politique, pendant que s'infiltraient largement dans la tête des militants les idées de la classe dominante et que la gangrène du réformisme s'installait durablement et gagnait du terrain.

La crise actuelle sert de test aux capitalistes et elle a de quoi les effrayer, car elle leur prouve que les lois de fonctionnement du capitalisme demeurent incontournables et que le pire reste à venir.

Pourvu qu'elle soit salutaire au mouvement ouvrier et particulièrement à son avant-garde, pour qu'elle renoue avec sa tradition révolutionnaire.